

recursos naturales e infraestructura

Séminaire sur la Régulation des services d'infrastructure "eau et électricité"

Santiago du Chili, 18 et 19 octobre 2005

Division des ressources naturelles et des infrastructures

Santiago du Chili, janvier 2009



NACIONES UNIDAS



Ce document a été élaboré par Terence Lee, consultant auprès de la Division des ressources naturelles et des infrastructures de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la coordination et la révision ayant été assurées par Andrei Jouravlev, fonctionnaire chargé des affaires économiques et Miguel Solanes, conseiller régional en matière de droit des eaux et de régulation des services, de la CEPALC.

Les opinions émises dans ce document qui n'a pas été soumis à révision éditoriale de la part de la CEPALC sont de l'exclusive responsabilité de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Organisation.

Publication des Nations Unies

ISSN imprimé 1680-9017

ISSN électronique 1680-9025

ISBN: 978-92-1-221053-7

LC/L.2954-P

N° de vente: F.08.II.G.68

Copyright © Nations Unies, janvier 2009. Tous droits réservés.

Imprimé aux Nations Unies, Santiago du Chili.

L'autorisation pour reproduire tout ou partie de cet ouvrage doit être sollicitée auprès du Secrétaire du Comité des publications, au Siège des Nations unies à New York, N. Y. 10017, États-Unis. Les États membres et leurs organisations gouvernementales peuvent reproduire cet ouvrage sans autorisation préalable. Il est seulement requis qu'ils en mentionnent la source et informent les Nations unies de la reproduction réalisée.

Table des matières

Résumé	5
Introduction	7
I. Le débat actuel, expériences, résultats et conclusions	9
A. Régulation, compétitivité et garanties publiques	9
B. Plein emploi des économies d'échelle et de grandeur	12
C. Modalité de la privatisation et régulation légère	14
D. Traités de protection des investissements étrangers	16
E. Installations essentielles	17
F. Subventions	18
G. Les organismes de régulation	20
II. Inauguration	23
A. Résumé de la présentation de Fernando Sánchez Albavera	23
B. Résumé de l'exposé de Jean-Jacques Rosec	24
C. Résumé de l'exposé d'Aude Bodiguel	25
D. Résumé de l'intervention de Frederick Butler	26
E. Résumé de l'intervention de Facundo Alberti	27
III. Régulation, compétitivité et garanties publiques	29
A. Résumé de l'exposé de Christophe Defeuilley	29
B. Résumé de l'intervention de Jean-François Vergès	30
C. Résumé de l'intervention d'Emilio Lentini	33
D. Résumé de l'intervention de Juan Carlos Lerda	36
IV. Plein emploi des économies d'échelle et de grandeur	39
A. Résumé de la présentation de Jean-Marie Tétart	39
B. Résumé de l'intervention de Christophe Defeuilley	42
C. Résumé de l'intervention de Juan Eduardo Saldivia	45
D. Résumé de l'intervention de Héctor Pistonessi	47

V. Installations essentielles et subventions.....	51
A. Résumé de l'intervention de Jean-Marie Tétart	51
B. Résumé de l'intervention de Jean François Vergès.....	53
C. Résumé de l'intervention d'Emilio Lentini	56
VI. Les traités de protection des investissements étrangers	59
A. Résumé de l'intervention d'Andrés Culagovski	59
B. Résumé de l'intervention d'Osvaldo Rosales	61
VII. Les organismes de régulation.....	65
A. Résumé de l'intervention d'Aude Bodiguel.....	65
B. Résumé de l'intervention de Frederick Butler	67
C. Résumé de l'intervention de Juan Legisa.....	69
D. Résumé de l'intervention d'Edgar Navarro Castro	72
Annexes.....	75
Annexe 1 : Liste des participant.....	76
Annexe 2 : Programme de la réunion	79
Série ressources naturelles et des infrastructures: numéros publiés	81

Résumé

Le séminaire sur la Régulation des services d'infrastructures "eau et électricité" a été organisé conjointement par la Division des ressources naturelles et des infrastructures de la CEPALC et l'Institut des sciences et techniques de l'équipement et de l'environnement — ISTED — de France, avec le soutien du gouvernement de ce pays. La manifestation s'est déroulée les 18 et 19 octobre 2005, au siège de la CEPALC, à Santiago du Chili. L'objectif général de la réunion était la discussion des problèmes critiques de la régulation dans la région en fonction des expériences locales et internationales, dans le but de proposer des schémas visant à améliorer dans le futur le traitement de cette question. Les objectifs spécifiques étaient: (i) confronter diverses expériences en lien avec les politiques de régulation des services d'utilité publiques; (ii) enrichir le débat des différents points de vue et approches des acteurs locaux et institutionnels; et (iii) identifier, à l'échelon régional, des thèmes de réflexion susceptibles d'aider à mettre en place des mécanismes permettant de mieux aborder le problème à l'avenir.

Introduction

Les services d'infrastructure sont des éléments fondamentaux pour la compétitivité d'une économie. Ils ont une forte influence sur les coûts de production des entreprises ainsi que sur le niveau de vie de la population. Les services d'infrastructure se comptent parmi les activités à forte intensité de capital. Ils requièrent un réseau d'infrastructure physique dont la construction et la maintenance sont onéreuses, ce qui, entre autres caractéristiques, a conduit à définir ces services comme des monopoles naturels.

À partir des années 1980, et surtout dans les années 1990, suite à l'application de politiques fiscales restrictives et à la libéralisation de nombreux marchés, des mécanismes faisant une plus large place à la participation du secteur privé aux investissements ont été institués suivant des modèles institutionnels originaux, réussissant à introduire la concurrence dans certains segments. La réorganisation industrielle de ces secteurs économiques exige la mise en place de politiques de régulation novatrices, garantes des objectifs d'équité sociale et d'équilibre économique. En outre, dans le but d'augmenter et d'assurer l'accès aux services, les pays doivent être prudents au moment d'analyser de manière critique les alternatives publiques et privées d'expansion, et de les structurer de manière à éviter qu'elles ne se transforment en une charge pour l'économie et les citoyens et, éventuellement, en un facteur de régression contre toute logique de croissance.

De ce processus découle un grand nombre d'aspects critiques qui doivent être pris en compte au moment de réguler les services d'utilité publique, qu'ils soient exploités par le secteur privé ou public.

La Division des ressources naturelles et des infrastructures, en collaboration avec l'Institut des sciences et techniques de l'équipement et de l'environnement (ISTED) de France, et avec l'appui du gouvernement de ce pays, ont organisé les 18 et 19 octobre 2005, au siège de la CEPALC à Santiago du Chili, le séminaire sur la régulation des services d'infrastructure "eau et électricité".

L'objectif général de la rencontre était l'analyse des problèmes de régulation des services d'utilité publique dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, à la lumière des expériences régionales, locales et internationales, dans le but de proposer des lignes d'actions susceptibles d'améliorer son traitement dans le futur, et, en particulier: (i) d'échanger diverses expériences en matière de politiques de régulation; (ii) d'enrichir les débats en confrontant les différents points de vue et perspectives des acteurs régionaux, locaux et institutionnels; et (iii) de cerner des thèmes de réflexion cruciaux pour la définition de nouvelles et meilleures modalités de traitement pour l'avenir. Les objectifs du séminaire ont été atteints grâce à des exposés et des débats qui ont réuni des experts d'Amérique latine et des Caraïbes, des États-Unis et de France (voir Annexe 1). Ce forum a permis d'analyser en détail les différentes expériences de la région et de les confronter avec celles d'Europe et des États-Unis. À cet atelier, ont été invités les autorités locales des différents pays de la région, des organismes de régulation et des experts régionaux et internationaux.

Le séminaire était organisé sous la forme de tables rondes où ont été débattus sept thèmes principaux: régulation, compétitivité et garanties publiques; plein emploi des économies d'échelle et de grandeur; modalité de privatisation et régulation légère; traités de protection des investissements étrangers; installations essentielles; subventions; et organismes de régulation (voir Annexe 2).

预览已结束，完整报告链接和二维码如下：

https://www.yunbaogao.cn/report/index/report?reportId=5_1951

